

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 7 septembre 2014

1. Ukraine : une position française assez mal comprise par les Français

⇒ La situation en Ukraine inquiète (le sujet revient assez souvent dans les verbatims). Mais la position française ne semble pas vraiment comprise : 37% des Français jugent que « *la position et l'action de la France dans la crise entre l'Ukraine et la Russie* » est « *bonne* » (dont 57% des électeurs de FH), contre 61% « *mauvaise* ». Les Français, qui gardent à l'esprit la mise en scène de N. Sarkozy lors de la crise géorgienne, ont sans doute plus de mal à saisir aujourd'hui des actes visibles leur permettant de comprendre l'action menée.

Parmi ces actes, 58% approuvent la suspension de la livraison des Mistral « *car il faut être ferme avec la Russie et respecter notre alliance avec les autres pays de l'UE et les Etats-Unis* ». 41% jugent au contraire que le gouvernement a eu tort car « *cela va avoir des conséquences sur l'emploi dans les chantiers navals* ». Seuls les électeurs FN sont majoritairement opposés à cette décision.

2. Rythmes scolaires : une désapprobation qui laisse place à la contestation

⇒ 59% des Français jugent cette réforme « *mauvaise* » (dont 30% la jugent « *très mauvaise* »), soit 5 points de plus qu'en mai dernier. Les premiers jours de rentrée ne semblent donc pas avoir rassuré les parents. Seuls les parisiens la jugent majoritairement bonne (55%), alors que les habitants de communes rurales la désapprouvent à 65% et ceux des communes urbaines de province à 61%.

Elle reste également marquée par un net clivage partisan : 60% des électeurs de FH l'approuvent, 76% de ceux de N. Sarkozy et 79% de ceux de M. Le Pen la rejettent.

⇒ Plus inquiétant, 59% des Français « *comprennent les maires qui refusent d'appliquer les nouveaux rythmes et ont empêché les élèves et les enseignants d'accéder à leur école mercredi dernier* » (dont 41% des électeurs FH 2012) et 50% les « *soutiennent* » - dont 28% « *tout à fait* ». Le clivage partisan est net : 30% des électeurs FH comprennent les maires qui n'appliquent pas la réforme, contre 65% de ceux de N. Sarkozy et 74% de ceux de M. Le Pen (malgré leur attachement à l'autorité de l'Etat).

Dans le même esprit, 43% seulement des Français approuvent l'attitude de fermeté affichée par N. Vallaud-Balkacem contre 57% qui la désapprouvent, malgré un rappel des propos de la ministre dans la question (« des blocages « *anti-républicains* » et « *intolérables* » »).

3. Contrôle des chômeurs : fort soutien à la position de F. Rebsamen, une gauche plus divisée

⇒ Les deux tiers des Français (64%) estiment que F. Rebsamen « *a eu raison de prononcer ces propos car il y a de nombreux abus aux allocations chômage contre lesquels il faut lutter* ». Cette

position est soutenue à **53% par les sympathisants de gauche** (dont 54% au Front de Gauche, 56% au PS, 50% chez EELV), et à 78% à droite (dont 82% à l'UMP) et 70% au FN.

A l'inverse 35% des Français, dont 48% à gauche et 46% des électeurs FH pensent que *« le ministre a eu tort car cela stigmatise l'ensemble des chômeurs alors qu'il y a en réalité peu d'abus »*.

Ces résultats viennent conforter ceux publiés cette semaine (LH2 : 72% des Français se disent *« favorables aux renforcements des contrôles des demandeurs d'emploi par Pôle Emploi »*).

4. Suspension de l'encadrement des loyers : une opposition majoritaire

⇒ Une question posée cette semaine par Opinionway indiquait que **près des deux tiers des Français refusaient le principe de la suspension de l'encadrement des loyers**. Même en rappelant la justification de la mesure (*« car cet encadrement est un frein à l'investissement et donc à la construction des logements »*), les résultats sont presque similaires : **61% la désapprouvent**.

Cette annonce est **rejetée par 72% des sympathisants de gauche, dont 63% de ceux du PS** (les électeurs FN la rejettent à 58%, ceux de droite sont plus partagés - 50/48). L'opposition se retrouve tant à paris (60%) que dans les communes rurales (58%) où la crise du logement est moindre.

5. Une adhésion au fait de ne pas réaliser les 50 Mds € d'économie... mais une question qui ne dit rien des déficits

⇒ **60% des Français estiment que « le gouvernement a raison de revoir ses objectifs de réduction des dépenses car il est nécessaire de s'adapter à la situation économique »** ; contre **38%** qui pensent que *« le gouvernement a tort de revoir ses objectifs car le plan de réduction est nécessaire pour redresser le pays »*. La gauche soutient largement la position de M. Sapin (68%), mais la droite (56%) et le FN (57%) aussi.

L'alternative proposée par la question a pu pencher en ce sens : les Français adhèrent davantage aux économies lorsqu'il s'agit de *« réduire les déficits »* que lorsqu'on leur propose de *« redresser le pays »* - objectif auquel ils ne croient plus guère. Il est cependant possible que la forte baisse de la propension des Français à faire des efforts ces derniers mois ait pu jouer. Ces perceptions pourraient être affinées.

6. TVA contre baisse d'impôts : les Français partagés

⇒ Lorsqu'on leur demande s'ils seraient *« favorables une hausse de deux points de la TVA accompagnée d'une baisse de l'IR pour les classes moyennes »*, **50% des Français se déclarent pour** et 49% contre (sans clivages partisans). Ces résultats méritent cependant d'être pris avec quelques précautions, dans un contexte où les implications ne sont pas forcément claires pour l'opinion, en général prompt à dénoncer les *« tours de passe-passe »* et *« vases communicants »* en matière fiscale.

Adrien ABECASSIS